

★ CHIAPAS ★



CRIME
ORGANISÉ

&

VIOLENCE D'ÉTAT

★

LUCIE CABINS

Édité à Saint Étienne par
Des Écoles Pour le Chiapas



RETRouvez cette brochure et bien
d'autres sur :

DESECOLESPOURLECHIAPAS.ORG

CONTACT :

DESECOLESPOURLECHIAPAS@PROTON.ME

Cet article a été écrit par Lucie Cabins pour le Chiapas Support Committee. Vous pouvez le retrouver en langue originale (anglais) sur le site de Schools for Chiapas.



« L'impunité n'est pas le résultat d'un État faible ou déficient, mais elle est plutôt activement fournie à la gamme des groupes armés qui commettent des crimes et des actes de terreur contre les citoyens, les migrants et les pauvres. L'octroi de l'impunité aux acteurs armés qui sont politiquement alignés sur le capitalisme fait partie de la raison d'être d'un État-nation moderne »
Dawn Paley, *Capitalisme de la guerre de la drogue*, p.17

Dans *le capitalisme de la guerre contre la drogue*, Dawn Paley fournit un compte rendu approfondi de la façon dont la militarisation de l'État, justifiée par la soi-disant guerre contre la drogue, a permis au capitalisme de pénétrer dans des territoires qui avaient été relativement inaccessibles dans le nord du Mexique, au Guatemala, au Honduras et en Colombie. Elle explique comment les forces militaires et paramilitaires ont été nourries pour dégager le territoire pour le capital transnational. Les militants qui ont résisté au déplacement par des transnationales capitalistes ont disparu, été arrêtés et assassinés, et souvent accusés de participer à des gangs criminels.

L'analyse développée dans son livre, publié en 2014, est un aperçu utile des événements qui se déroulent dans le sud-est mexicain ces dernières années, alors que la région devient une cible d'investissements capitalistes à travers une série de "mégaprojets" qui comprennent le train maya, le corridor industriel transisthmique, les gazoducs, l'autoroute Palenque-San Cristobal et un corridor industriel projeté le long de la frontière entre le Mexique et le Guatemala, promu par Sheinbaum et le nouveau gouverneur du Chiapas. La région était jusqu'à récemment quelque peu en dehors de la zone de pillage de l'entreprise capitaliste, en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment la difficulté d'accès aux zones éloignées, souvent montagneuses, la persistance de la propriété foncière communale qui rend difficile pour les entreprises de prendre le contrôle de la terre, et une éthique et un mode de vie anticapitalistes illustrés par les territoires zapatistes.

Au Chiapas aujourd'hui, nous pouvons voir le déploiement de forces militaires d'État dans tout l'État, prétendument pour contrôler la criminalité, prendre le contrôle de l'espace public, déployées contre ceux qui résistent à la destruction et au déplacement de leurs communautés, jetant ainsi les bases de l'exploitation et de l'extraction de ressources par les transnationaux capitalistes.

“Non à la Super Autoroute San Cristóbal-Palenque. Non aux mines. Mouvement pour la défense de la vie et du territoire. Convention 169 de l'OIT.” Photo : Lucie Cabins





(Montagne où passera l'autoroute San-Cristóbal-Palenque. Des vies qui seront invariablement changées et des changements dans le paysage qui s'étendent bien au-delà des limites de l'autoroute.
Photos : Lucie Cabins)

La militarisation n'est pas une solution

Il est tentant de vouloir appeler les forces de l'État à intercéder comme protection contre la criminalisation rampante qui semble impossible à combattre, et à se louer leur présence dans les rues. Mais il est clair que le renforcement de la sécurité de l'État n'a jamais eu de résultats durables, bien au contraire. C'est la guerre contre le crime de Felipe Calderón qui a en fait déclenché la pire vague de crime organisé de l'histoire du pays, ouvrant la voie à l'invasion des entreprises et à l'impunité. La Garde nationale d'AMLO, censée être conçue pour lutter contre la corruption policière, n'est plus qu'une force de police corrompue à laquelle il doit faire face. Les *Pakales* ne sont pas différents. Ils font partie d'une montée féroce de la militarisation qui affecte tous les domaines de la vie publique au Mexique, du train Maya à l'aéroport, soutenu par le soutien indéfectuel de Sheinbaum. Ils sont déployés contre les communautés organisées et les défenseurs des terres qui luttent pour protéger les communautés (souvent autochtones) des machines de mort du capitalisme. Au Chiapas, la protection du peuple et de la terre signifie défendre les modes de vie et l'auto-organisation des communautés de toutes les manières possibles.

Fausses arrestations de militants, impunité pour crimes contre la population

Le 24 avril, deux soutiens zapatistes José Baldemar Sántiz Sántiz et Andrés Manuel Sántiz Gómez, ont été enlevées, leurs maisons violemment saccagées et leurs biens ont été détruits et volés, sans avertissement ni mandat, par une opération combinée impliquant 39 véhicules comprenant des éléments de l'armée mexicaine, la Garde nationale, (une branche de sécurité créée à l'origine par AMLO pour contrer la corruption de l'armée, mais plus tard absorbée dans l'armée) et les *Pakales*, une force d'opérations spéciales créée avec beaucoup de fanfare par le gouverneur récemment élu du Chiapas, vraisemblablement pour lutter contre le crime.



(Bureau de la commission zapatiste Vérité et Justice. Photo : Angeles Marisquez)

Deux jours plus tard, les autorités ont révélé que les zapatistes avaient été incarcérés à San Cristóbal de las Casas, concoctant un mensonge flagrant selon lequel les hommes avaient été arrêtés dans leurs véhicules alors qu'ils tentaient de fuir les autorités, qui ont découvert des armes et de la poudre blanche dans leur véhicule. Les zapatistes ont été accusés d'enlèvement aggravé de Pedro Díaz Gómez, mais ont ensuite été libérés

sans inculpation à la suite d'une campagne internationale rapide initiée par le Fray Bartolome de las Casa Human Rights Center (FRAYBA) et d'une enquête indépendante menée par les zapatistes, ce qui a conduit à l'appréhension et à la confession des auteurs réels du crime dont les zapatistes avaient été accusés. Les zapatistes ont remis les auteurs à FRAYBA, pour s'assurer que leurs droits humains n'avaient pas été violés, et FRAYBA les a ensuite remis aux autorités, qui les ont incarcérés et libéré les zapatistes faussement accusés. Pour un compte rendu extraordinaire du processus zapatiste qui a conduit à l'appréhension des criminels, voir <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2025/05/03/innocent/>

Cet incident représente une utilisation effrontée des forces de sécurité de l'État contre le mouvement de résistance indigène au Chiapas. Cela peut signaler une nouvelle phase du terrorisme gouvernemental déployé contre la résistance indigène du Chiapas, et en particulier contre les zapatistes sous la façade d'une guerre contre le crime.

L'impunité au service de la contre-insurrection

Dans la région d'Aldama elle-même, où les Zapatistas ont été kidnappés, les paysans locaux ont été soumis à des attaques constantes de la part de groupes hautement armés entre 2018 et 2022 en raison de différends territoriaux dans lesquels le gouvernement a refusé d'intervenir malgré d'innombrables appels. Bien que les différends fonciers ne soient pas nouveaux au Chiapas, la possession par les agresseurs d'armes automatiques de haut calibre était un nouveau développement qui a émergé en tandem avec la montée des guerres de cartels dans l'État.

Suite à un schéma de criminalisation des militants par le gouvernement, Cristóbal Santiz Jiménez, porte-parole des 115 membres de la communauté déplacées qui comprenaient des familles zapatistes, a été emprisonné pendant deux ans pour des accusations fausées. Les autorités ont essayé trois fois de l'amener à plaider, et il a refusé (communication personnelle avec Cristóbal Santiz). Il a fallu une intervention de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour que les autorités prennent des mesures pour protéger les 115 familles déplacées par la violence.

La fabrication de crimes contre les défenseurs des terres est l'un des nombreux fronts de l'attaque gouvernementale contre les communautés autochtones, et la fréquence croissante des attaques ces dernières années est en corrélation avec la vague extraordinaire de criminalité qui a frappé le Chiapas, tout comme le gouvernement prépare la voie aux industries capitalistes pour pénétrer dans la région. Depuis le

Le lien entre ces deux annonces le jour de l'inauguration était inquiétant. Il est devenu clair ces derniers mois, et en particulier avec l'arrestation spectaculaire des deux bases de soutien zapatistes, que les *Pakales* sont utilisés pour intimider et harceler les communautés autochtones, pour défier leur autonomie et pour les dissuader de résister à l'intrusion et à la destruction de leurs communautés. Comme on pouvait s'y attendre, en avril, il y avait des accusations, rapportées par FRAYBA, selon lesquelles les balayages des *Pakales* commettaient des abus contre les résidents, y compris des détentions arbitraires, de la torture et une force excessive. Lors de visites dans les communautés rurales en février, j'ai entendu de nombreux récits des balayages des *Pakales*. Sous prétexte de saisie de véhicules volés, les *Pakales* ont confisqué les motos et les camions utilisés par *les paysans* sans lien avec des activités criminelles. Un paysan d'une ville de montagne m'a expliqué que depuis l'arrivée des *Pakales*, il ne pouvait plus conduire sa moto jusqu'à son *milpa*. Il n'avait pas la paperasse du véhicule à jour (le cas de nombreuses personnes au Mexique), ce qui signifiait que les *Pakales* le feraient une saisie et l'emmèneraient à Tuxtla, à plusieurs heures de route et difficile à y accéder, même s'il pouvait éventuellement prouver sa propriété. J'ai entendu parler de personnes qui restaient à la maison pour éviter de rencontrer les *Pakales*, non pas parce qu'ils avaient quelque chose à cacher, mais parce qu'ils avaient peur d'être harcelés ou extorqués.

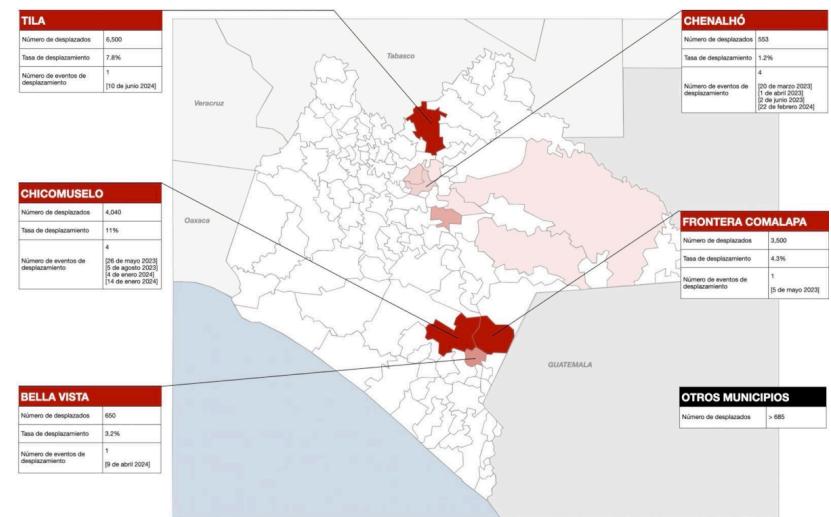
Lors de mes voyages dans les communautés éloignées, j'ai trouvé des villages et des quartiers qui s'étaient organisés pour éloigner les "narco", par exemple en instituant des couvre-feu et des veilles de nuit pour empêcher les étrangers de passer, et en fouillant les sacs à dos des élèves dans les écoles, car le schéma est celui de l'infiltration de narco dans les villages commence souvent par le recrutement de jeunes pour vendre de la drogue. Pour beaucoup dans les zones rurales, loin d'être une source de nouvelle sécurité contre le crime, les *Pakales* ont signifié une autre institution d'État qui les harcèle, les menace et les vole. J'ai entendu des récits de plusieurs villes où les *Pakales* n'osent pas entrer parce que les autorités communautaires les arrêtent. Dans un cas, les femmes de la communauté ont bloqué l'entrée de la ville.

été éclaboussée partout sur les panneaux d'affichage des principales autoroutes et dans les centres urbains, mettant en vedette des personnages Rambo-esque prétendant libérer la population de la terreur criminelle. Des hommes et des femmes masqués conduisant des véhicules ouverts, les doigts sur les gâchettes des armes automatiques, ont commencé à balayer l'État. Leurs missions ont conduit à des dizaines d'arrestations spectaculaires, y compris des dizaines de policiers, laissant dans certains cas les villes pratiquement sans force de police. La diminution de la criminalité depuis leur déploiement a fourni un répit bienvenu à beaucoup de la terreur criminelle qui a prévalu. Cependant, plutôt qu'une tentative importante d'éradiquer la source du crime comme le proclame le récit officiel, les preuves indiquent un "pax narca", un accord que le gouverneur a négocié avec et entre les groupes criminels organisés, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Aucun dirigeant important n'a été arrêté, et il y a eu un manque notable d'opposition armée par le crime organisé, même dans les zones où la présence d'agents de cartel armés armés, et malgré leur formidable puissance de feu et des centaines, voire des milliers de membres (Les amis de San Cristóbal ont trouvé l'idée qu'un convoi de *Pakales* pourrait monter à Chamula et arrêter des dizaines de "criminels" sans inciter à une fusillade massive risible, étant donné la connaissance commune de la puissance de feu et de la féroce du cartel Chamulan.) Il y a eu des saisies minimes de la quantité prolifique de drogues ou d'armes de grande puissance qui circulent dans l'État. Tout cela indique un pacte de non-agression entre l'État et les groupes criminels, ou peut-être plus à juste dire, entre différentes branches d'un complexe criminel-État que les *Pakales* servent en harcelant et en intimidant les paysans et en contestant le contrôle communautaire de leurs territoires.

Les plans de « développement » du gouvernement dans la région

Le même jour de l'inauguration des *Pakales*, le nouveau gouverneur a annoncé la construction de l'autoroute San Cristóbal Las Casas-Palenque, un projet qui avait été lancé par le gouverneur du Chiapas en 2013, mais abandonné en 2016 à la suite de la mobilisation de communautés indigènes organisées qui auraient été déplacées par le projet. ERA a déclaré que la nouvelle autoroute passerait par Chilon et Ocosingo, deux sites de violence extrême ces dernières années. Il a également annoncé que son administration favoriserait la construction d'une "frontière industrielle du sud", (en écho aux annonces de son fervent partisan, le président Sheinbaum), la qualifiant d'"opportunité" en réponse aux demandes du gouvernement américain de contenir l'immigration, car elle fournirait des emplois aux migrants qui ne seraient plus poussés à continuer vers le nord.

début de 2024, il y a eu 93 attaques documentées contre les défenseurs des droits de l'homme au Chiapas. Le schéma est clair : l'impunité pour la violence criminelle perpétrée par un réseau complexe de cartels, de forces paramilitaires, anciennes et nouvelles, souvent au service des élites locales, et des forces de "sécurité" de l'État vraisemblablement déployées pour lutter contre la criminalité. Le cocktail de violence intimide les gens de s'exprimer, inhibe la mobilité, brise le tissu social des communautés et affaiblit généralement la capacité des populations locales organisées à lutter contre les projets qui décient leurs communautés et leurs modes de vie. Les statistiques sur l'augmentation de la violence au Chiapas font la une des journaux depuis des années, et les chiffres sont étonnantes : Frayba rapporte, entre janvier 2023 et juin 2024 seulement, 15 780 personnes (principalement des paysans autochtones) déplacées de chez elles par la violence, du 1er décembre 2018 à juin 2024, (pendant le mandat de Morena Party Rutilio Escandón en tant que gouverneur) le bureau du procureur de l'État a enregistré 6 147 cas d'homicides, 177 féminicides ; 78 enlèvements ; 943 abus sexuels ; 18 550 vols (de maisons, d'entreprises, de routes publiques et de transports) ; 319 extorsions ; 5 795 trafic de drogue ; plus de 40 000 personnes déplacées de force. Et cela n'inclut pas le grand nombre de crimes qui ne sont pas signalés par peur de représailles. Le Chiapas est maintenant l'un des États les plus violents du Mexique.



Fuentes: Base de Datos de Monitoreo Regional de Frayba. Datos de población del Censo mexicano de 2020.

(Personnes déplacées au Chiapas : de la base de données de la surveillance régionale de Frayba. Données de population basées sur le recensement mexicain de 2020, Source : Chiapas in the spiral of armed and criminal violence, avril 2025)

Deux exemples, au milieu de milliers de cas, soulignent les forces systémiques à l'œuvre dans la récente vague de criminalité. La ville de Nueva Morelia, non loin de la zone frontalière, est devenue une ville fantôme en mai 2024 alors que des milliers d'habitants ont fui leurs maisons à la suite du massacre d'une famille qui s'était organisée contre l'exploitation minière illégale par le cartel de Sinaloa. Le cartel avait commencé à exploiter illégalement une mine précédemment exploitée par une société minière canadienne, Blackfire Exploration, qui avait été fermée avec succès des années auparavant (à la suite de l'implication de la société dans le meurtre d'un militant anti-mine). Un parent de la famille assassinée a récemment déclaré qu'aucune autorité ne l'avait approché au sujet d'une enquête en cours sur le massacre. Le président de l'époque, AMLO, a laissé entendre, sans aucune preuve, que la famille assassinée était impliquée dans le crime organisé, ce qui a été nié par les habitants de la ville. Les résidents pensent que le gouvernement veut rouvrir les mines et profite de la violence perpétrée par les guerres criminelles organisées pour faire taire la population qui s'est battue contre la réouverture des mines.

L'année dernière, le prêtre bien-aimé et franc, Marcelo Pérez Pérez, a été assassiné dans les rues de San Cristóbal en plein jour alors qu'il était en route pour livrer la messe, ayant déjà fui sa paroisse précédente en raison de menaces constantes contre sa vie pour avoir dénoncé le crime organisé, le trafic de drogue et la violence criminelle. Comme tant de défenseurs des terres et militants des droits de l'homme, Pérez avait été faussement accusé d'allégations ridicules selon lesquelles il aurait participé à la disparition de 19 personnes. Le meurtre spectaculaire d'un homme de tissu a secoué la population de l'État comme aucun autre crime ne le pouvait et a signalé qu'il n'y avait pas de limites à l'impunité dont jouissait le crime organisé. Six mois plus tard, l'enquête est dans les limbes, ce qui indique clairement que le gouvernement n'est pas pressé de poursuivre l'affaire.



(Père Marcello du Diocèse de San Cristobal. Photo : Frayba)

À l'alarme des groupes de défense des droits de l'homme, l'ERA a nommé Álvaro Cuahtémoc Serrano Escobedo à la tête des *Pakales*. Escobedo est un ancien commandant de la police fédérale qui a refait surface après des années d'absence du service gouvernemental au cours desquelles il a été recherché pour arrestation par le bureau du procureur général fédéral pour son rôle dans un raid de 2015 sur un complexe criminel présumé, au cours duquel des dizaines de civils ont été massacrés et la scène du crime a été dissimulée par la police.

La liste des responsables de la sécurité publique nommés au Chiapas se lit comme un qui est qui dans les violations des droits de l'homme. Jorge Luis Llaven Abarca, nouvellement nommé procureur général de l'État, a été lié à la montée du CJNG alors qu'il servait sous l'ancien gouverneur Rutilio Escandon. Sa nomination a été dénoncée publiquement par de nombreux groupes de défense des droits de l'homme sur la base d'un dossier de torture et d'autres violations des droits de l'homme lors d'opérations policières au Chiapas alors qu'il était procureur de l'unité d'homicide. Il a été impliqué dans la mort par torture de Luis Ignacio Lara Vidal en 2005, ainsi que dans la détention et la torture de membres de *La Otra Campaña* à San Sebastián Bachajón. En 2002, les Commissions nationales des droits de l'homme ont recommandé une enquête basée sur son examen des allégations de torture du défenseur des droits de l'homme Noe Jimenez Pablo, qui a été ignorée. Jimenez Pablo a été assassiné en 2019.

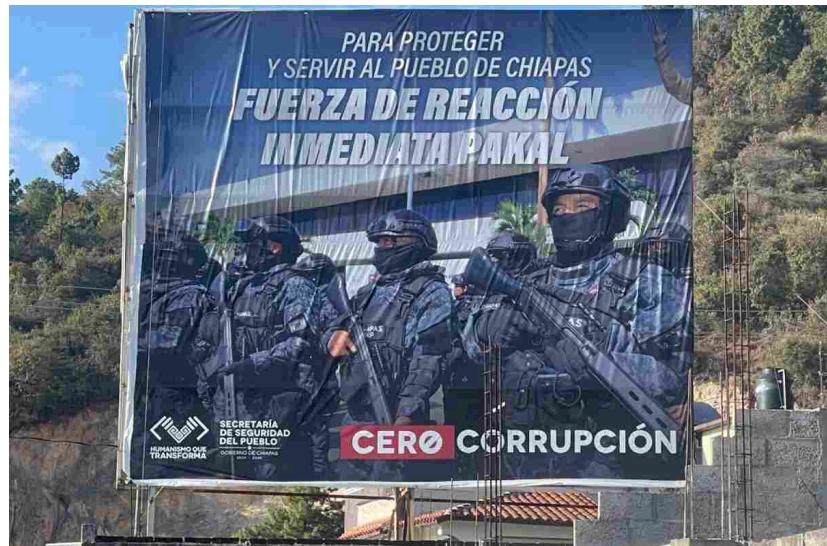
Gabriela Zepeda Soto, chef du Secrétariat de la sécurité publique depuis 2018 sous l'ancien gouverneur Rutilio Escandon, appartient au groupe de pouvoir associé à Abarca et a également été dénoncée pour connivence avec les cartels. Le chef du Secrétariat de la sécurité publique (SSP) Oscar Alberto Aparicio Avedano, un copain de Serrano, (et formé, soit dit en passant, par la DEA) a présidé à une augmentation spectaculaire des crimes violents alors qu'il était en charge de la sécurité publique à Chihuahua lorsque l'État était au milieu de guerres entelles. Il a aidé à créer la Force de réaction immédiate de Zacatecas (FRIZ) lorsqu'il a été sous-secrétaire aux opérations de police dans cet État, une unité qui a été publiquement liée à des actes criminels allant de la disparition de personnes aux homicides.

Pax narca

Lors de l'inauguration des *Pakales*, le gouvernement s'est déclaré engagé à lutter contre le crime sans jamais mentionner les cartels ou le "crime organisé", malgré le fait qu'il fasse la une des journaux quotidiens et qu'il fasse la une des journaux dans l'esprit de presque tout le monde au Chiapas. L'unité *Pakales* a été lancée dans le cadre d'une campagne très médiatisée annonçant "Tolérance zéro pour le crime", et a



(Force de réaction immédiate Pakal. Photo : Avispa media)



(Campagne d'affiche publicitaire des force de réaction immediate Pakal sous l'actuel gouverneur)

Un de mes amis actifs dans le diocèse de la paroisse précédente de Pérez m'a dit que bien qu'il n'en ait pas parlé publiquement, il était très favorable à son implication dans le Congrès national des indigènes. Elle m'a également dit que lorsqu'il fréquentait les villages de sa paroisse, un groupe de femmes l'entourait afin de le protéger, alors qu'à San Cristóbal, il n'avait aucune protection officielle malgré son profil élevé et les menaces contre lui. « Nous, les indigènes, savons comment protéger notre peuple », c'est ainsi qu'elle l'a fièrement dit.

L'ancien président Andres Manuel Lopez Obrador, et ancien gouverneur du Chiapas Rutilio Escandón, a cyniquement nié la violence en spirale qui, en quelques années seulement, a transformé le Chiapas d'un État à visibilité relativement faible du crime organisé à l'un des États les plus violents du pays, endémique de gangs criminels. (Les appeler "narco" est maintenant un terme impropre, car les drogues ne sont qu'une des nombreuses entreprises impliquées : trafic de migrants, contrôle des transports en commun, commerce du sexe, rackets de "protection" sur les entreprises locales, extorsion de toutes sortes - toute activité où un argent peut être gagné par l'intimidation.) En tant que visiteur fréquent de San Cristobal depuis 2016, il a été choquant de constater ces dernières années que je n'étais pas en mesure de voyager dans l'État, d'être averti de ne pas sortir la nuit et d'entendre les tirs de mitrailleuses émanant du marché central à quelques pâtés de maisons du centre-ville, où diverses entités policières sont toujours stationnées. Dans un incident à San Cristobal, une guerre de territoire sur un autre marché a conduit à une impare de 4 heures terrorisant et mettant en danger les résidents pris dans le feu croisé. La Garde nationale et la police, régulièrement vues dans les rues de cette ville, ont mis quatre heures à se présenter sur les lieux de la fusillade. La collusion entre les criminels et les flics était évidente.

L'augmentation extraordinaire de la violence dans l'État a été largement attribuée à une guerre de territoire entre le cartel de Sinaloa et la Nueva Generación de Jalisco, impliquant le cartel indigène auxiliaire de Chamula et les cartels guatémaltèques, ainsi que de nombreux autres groupes criminels locaux, anciens et nouveaux.

Les enjeux sont élevés. Le Chiapas est traversé par trois grandes routes de trafic de drogue et d'êtres humains. Les migrants fuyant la violence dans leur pays d'origine et qui entrent par la frontière guatémaltèque paient des montants exorbitants pour être transportés aux États-Unis, sans toujours les rendre vivants. Le système traditionnel des coyotes a été repris par les cartels vers 2004-2005, et la région était, jusqu'à récemment, sous le contrôle du cartel de Sinaloa, avec la coopération claire des autorités de l'immigration, sans lesquelles il ne serait pas possible de déplacer de si grandes quantités de drogues, d'argent et de personnes. Les récentes incursions du cartel de Jalisco Nueva Generación (CJNG), apparemment facilitées par des alliés du bureau du procureur général de l'État du Chiapas et du bureau de la sécurité publique (voir ci-dessous), ont « déstabilisé » les activités criminelles dans les zones

frontalières, terrorisant la population. Le CJNG a établi des alliances avec des gangs locaux et a recruté des personnes dans l'organisation en utilisant la carotte de l'emploi et de l'argent, et le bâton de la violence et de la terreur. Les rapports de recrutements forcés dans les gangs criminels, les habitants contraints de mettre en place des blocus pour empêcher la police ou les gangs rivaux d'entrer dans une zone, ou d'être utilisés comme boucliers humains dans des fusillades entre gangs rivaux, l'extorsion des chauffeurs de taxi, le chantage font désormais partie de la vie quotidienne dans la zone frontalière.



(précédemment sénateur, et maintenant gouverneur du Chiapas, Eduardo Ramirez Aguilar - au centre - avec Javier Gollazo Gomez, l'un des chefs de Chamulo power - à droite. Photo : Rompeviento)

La violence s'est répandue dans d'autres régions et la présence de narcos est parfois littéralement défilée dans les rues. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de la participation directe des cartels à la violence liée aux conflits fonciers de longue date et aux luttes sur le pouvoir municipal, l'infusion d'armes automatiques de haut calibre dans tant de cas semble plus que susceptible d'être alimentée par des croisements entre la montée du crime organisé, les restes des forces paramilitaires établies dans les années 90 pour combattre le zapatisme et les *sicarios* (tueurs à gages) utilisés par les élites locales pour s'emparer de terres et du pouvoir. Comme nous le savons de l'histoire des Zetas et d'autres gangs, les tutaires formés à l'armée deviennent des armes à feu à louer, que ce soit pour les cartels ou pour les forces d'entreprise à la recherche du pouvoir dans la région. Les tueurs à gages au service des cartels de la drogue peuvent tout aussi facilement servir les intérêts des élites locales, y compris les différends fonciers, et peuvent éventuellement servir de "sécurité" pour défendre les biens de l'entreprise, comme cela s'est produit, par exemple, dans l'isthme de Tehuantepec, où les sociétés éoliennes embauchent régulièrement des *sicarios* connus pour être impliqués dans le crime organisé comme sécurité face à une population locale mécontente. Dans une

autre partie du Mexique, une militante foncière a raconté que lorsqu'elle a été kidnappée par des tueurs à gages du crime organisé à la suite d'une lutte foncière réussie contre un capitaliste local, elle a été emmenée dans une pièce d'un bâtiment du gouvernement municipal et on lui a dit de quitter le pays (communication personnelle).

Certains ont qualifié cette entente entre le gouvernement et le crime organisé de nouvelle forme d'État, de « narco-gouvernance ». Dans tous les cas, la collusion entre les groupes criminels et les représentants du gouvernement, du niveau de la municipalité au bureau du gouverneur et au-delà, est pratiquement une banalité fondamentale. Des chauffeurs de taxi au mécanicien qui répare ma VW, en passant par les paysans dans les villages que je visite, presque tous ceux à qui je parle au Chiapas reconnaissent l'implication, à tous les niveaux du gouvernement officiel, dans le crime organisé. La preuve la plus évidente de la collusion est l'impunité étonnante du crime organisé qui a permis la prolifération du recrutement forcé, des assassinats, de l'extorsion, du chantage, des enlèvements et des meurtres qui se produisent quotidiennement dans tout l'État.

Bien que la corrélation positive entre les investissements étrangers et l'hégémonie criminelle ait été documentée, la violence incontrôlée créée par la fragmentation et les luttes intestines entre les gangs criminels peut être mauvaise pour les entreprises. En particulier, la guerre de gangs incontrôlée sur le contrôle territorial au Chiapas est mauvaise pour la capitale transnationale que l'État veut attirer pour ses plans de "développement" au Chiapas. Ces plans, qui ont été mis en avant sous Andres Manuel Lopez Obrador et ont été soutenus par le nouveau président Sheinbaum, qui a ajouté le développement du corridor industriel le long de la frontière avec le Guatemala au catalogue des mégaprojets, afin d'apaiser l'antagonisme américain envers la migration.

Entre en scène le nouveau gouverneur du Chiapas, Eduardo Ramirez Aguilar (ERA). Le jour de son investiture, il a annoncé avec beaucoup de fanfare la formation d'une force d'élite d'opérations spéciales, les *Pakales*, du nom d'un puissant souverain maya connu, à juste titre, pour ses vastes projets de construction.